

N°372  
MAI  
2021

# BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence France Trésor

page 1

Actualité économique

page 2

Données générales sur la dette

page 3

Marché secondaire

page 5

Dettes négociables de l'État

page 6

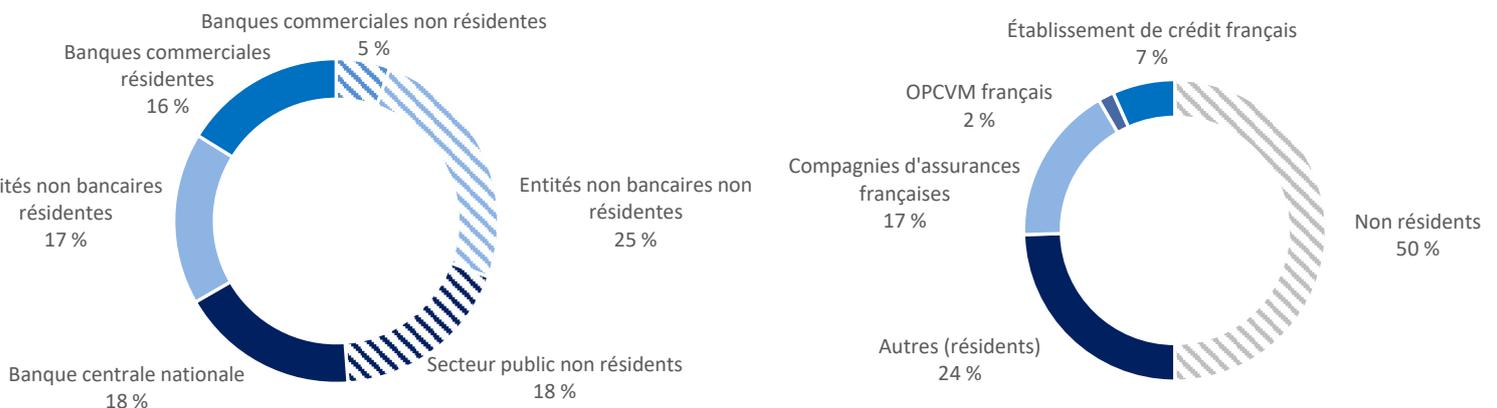
Économie française et comparaisons internationales

page 8

Actualité de l'Agence France Trésor

## QUI DÉTIENT LA DETTE FRANÇAISE AUJOURD'HUI ?

La dette de l'État étant négociable, sa détention évolue constamment. Ainsi, ce sont en moyenne 15 Md€ de titres qui changent de main chaque jour. Cependant, les enquêtes périodiques réalisées par la Banque de France et par le Fonds Monétaire International (respectivement trimestriellement et semestriellement) mettent en évidence une structure de détention relativement stable, au niveau agrégé, une fois retraité l'impact des opérations de politique monétaire. Ainsi, abstraction faite de la dette détenue par la banque centrale - la Banque de France - au titre de l'Eurosystème, les investisseurs résidents détiennent environ un tiers de la dette tandis que les non-résidents en détiennent les deux-tiers et ce ratio est resté stable au cours de la décennie écoulée. En intégrant la dette détenue par la banque centrale, ce ratio est aujourd'hui de 50%/50% comme l'illustre les graphiques ci-après.



Note de lecture : le graphique de gauche correspond aux données du FMI sur la dette publique (Sovereign Debt Investor Base for Advanced Economies) à fin 2020 tandis que le graphique de droite correspond aux données de la Banque de France sur la dette de l'État à fin 2020.

Les statistiques de la Banque de France et du FMI ne sont pas identiques. En effet, ces sources de données diffèrent sur deux aspects. Premièrement, le périmètre comptable est différent, les données de la Banque de France concernant la dette de l'État tandis que le FMI publie des données sur la dette publique (qui comprend, au-delà de la dette de l'État, la dette d'autres administrations publiques centrales, celle des administrations de sécurité sociale et celle des administrations publiques locales). Deuxièmement, la Banque de France publie des données en valeur de marché alors que le FMI les publie en valeur faciale.

L'importance aujourd'hui prise par les programmes d'achats de l'Eurosystème dans la détention de la dette d'État est visible dans les catégories « Autres (résident) » des données de la Banque de France (25%), qui agrège d'autres investisseurs que la Banque de France et « Banque centrale nationale » des données du FMI (18 %). La différence entre ces deux grandeurs reflète également des périmètres différents entre les deux enquêtes. La part de 18 % détenue, selon le FMI, par le secteur public non-résident, reflète principalement l'intérêt pour la dette française des banques centrales extérieures à la zone euro pour le placement de leurs réserves de change.

La répartition de la dette française bénéficie donc d'une excellente diversification du point de vue géographique mais aussi du point de vue de la typologie d'investisseurs. Cette stabilité et cette diversité sont des éléments de sécurité importants pour la politique d'émission de l'État, face aux évolutions et aux chocs susceptibles d'impacter tel ou tel segment de la demande. Elle permet aussi de minimiser le coût de financement de l'État dans les différentes situations de marché en maintenant une demande élevée pour les titres français. C'est enfin le signe de la confiance des investisseurs dans la signature de la France et la qualité technique de la dette française.

Par Giovanni Zanni, économiste zone Euro chez NatWest Markets

**Nos projections de croissance du PIB en zone euro pour 2021-2022 sont bien plus optimistes que le consensus** : un peu plus de 5 %, contre environ 4 % pour les estimations du consensus – récemment revues à la hausse –. Ce surcroît d’optimisme n’est pas dû qu’à l’accélération du déploiement des vaccins. Nous avons surtout une autre approche des comportements d’épargne. Notre scénario intègre à la fois une normalisation rapide des ratios d’épargne et une dépense partielle de l’épargne accumulée au cours des différents confinements, dans la mesure où il s’agissait pour l’essentiel d’une épargne « forcée » plutôt que d’une épargne de « précaution ».

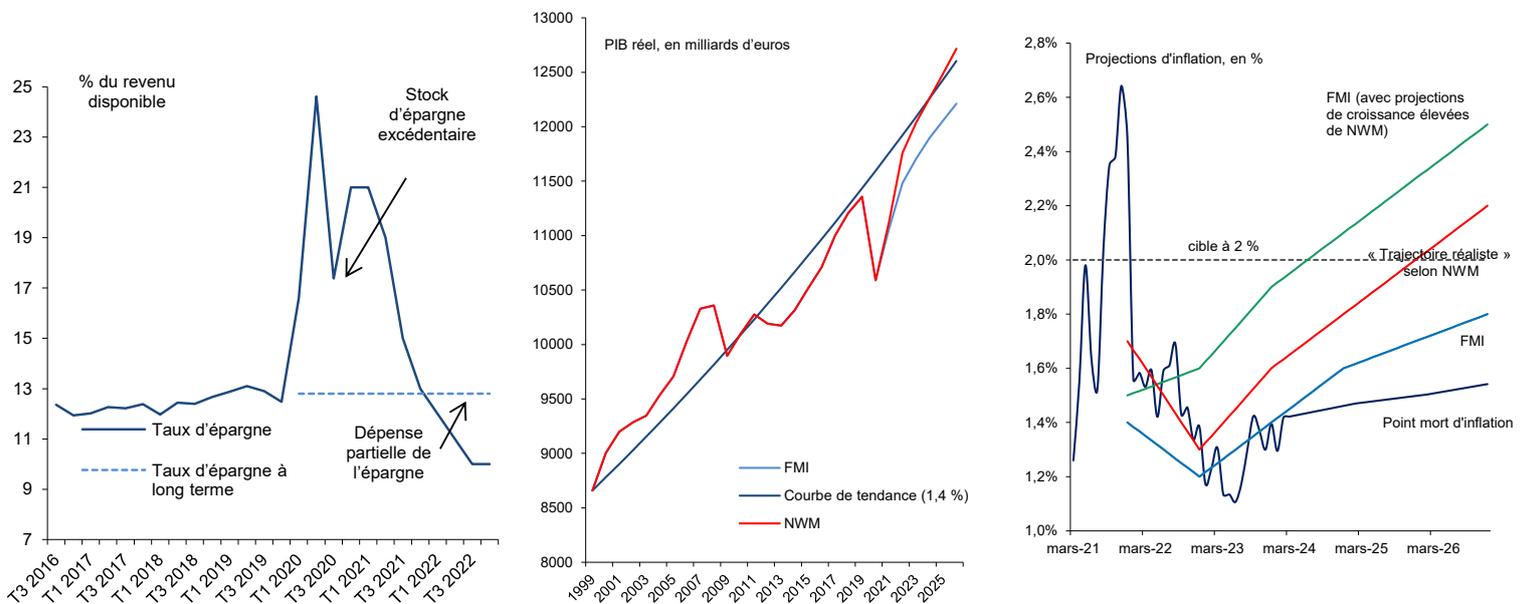
... **de même qu’en 2023-2026**, étant donné que les politiques mises en place continueront de soutenir la reprise et que le Fonds de relance de l’UE alimentera la croissance au cours de cette période. Là encore, nous nous démarquons de la plupart des prévisionnistes, qui projettent en tendance une croissance stable d’environ 1,4 %. Il convient de noter que notre scénario plus engagé envisage seulement un retour à la précédente trajectoire de croissance d’ici la fin 2022.

**D’une croissance en hausse à une inflation en hausse...** La relation statistique entre inflation et écart de production s’est réduite au fil du temps, passant d’un coefficient de plus de 0,5 dans les années 1980 à quasiment zéro ces dernières années, mais il y a de bonnes raisons de croire que ce coefficient peut augmenter à nouveau et aux études montrant qu’il est plus élevé dans les phases de reprise économique. Les derniers calculs de la BCE fixent ce coefficient à 0,23. Toutefois, même en prenant un coefficient plus faible, de l’ordre de 0,15 (pour tenir compte de l’« aplatissement de la courbe de Phillips »), nous aboutissons, compte tenu de notre profil de croissance du PIB plus affirmé, à une inflation supérieure de près de ¾ de points de pourcentage à celle du scénario « consensuel » dès la fin de notre horizon de prévision quinquennal, soit une inflation s’établissant à 2 % en 2025 et poursuivant sa hausse au cours des années suivantes.

**Faut-il donc s’attendre à des taux plus élevés ? Eh bien, pas vraiment...** Bien que nous prévoyions une croissance et une inflation plus soutenues, nos projections en matière de taux s’écartent elles aussi du consensus – mais dans le sens inverse... ! Cela est dû à l’évolution que devrait prendre, selon nous, la fonction de réaction de la BCE. Même s’il faut attendre les résultats de sa Revue stratégique, qui seront publiés plus tard cette année, les signaux sont clairs : priorité donnée à la symétrie, intérêt pour l’approche FAIT (acronyme anglais de Flexible Average Inflation Targeting ou ciblage flexible de l’inflation moyenne) de la Fed, tirant les leçons des erreurs du passé, qui ont conduit à manquer systématiquement l’objectif d’inflation par le bas. À ce titre, nous ne pensons pas que la BCE va commencer de relever les taux deux ans avant sa projection d’inflation à 2 % durant ce cycle : elle préférera sans doute attendre que l’inflation atteigne 2 % en anticipant la réalisation, voire le dépassement, de cet objectif également au cours des années immédiatement à venir : **c’est pourquoi notre scénario de base prévoit une première hausse des taux en 2025.**

### Projections d’épargne, de croissance et d’inflation

Sources : Eurostat, FMI, Bloomberg, estimations de NatWest Markets



\* FAIT : Flexible Average Inflation Targeting (ciblage flexible de l’inflation moyenne)

NB : cette tribune de l’Agence France Trésor offre à des économistes l’opportunité d’exprimer leurs vues personnelles. En conséquence, l’article ci-dessus reflète strictement les vues de son auteur et ne devrait pas être tenu pour représenter le point de vue de l’Agence France Trésor ou du Ministère de l’Économie, des Finances et de la Relance. Veuillez noter que les points de vue exprimés représentent l’opinion personnelle de l’auteur, en sa qualité d’analyste, et ne constituent pas une position officielle de NatWest Markets. En aucun cas, les opinions exprimées dans cette analyse ne doivent être interprétées comme une approbation ou une critique des politiques, déclarations ou initiatives gouvernementales de la part de NatWest Markets.

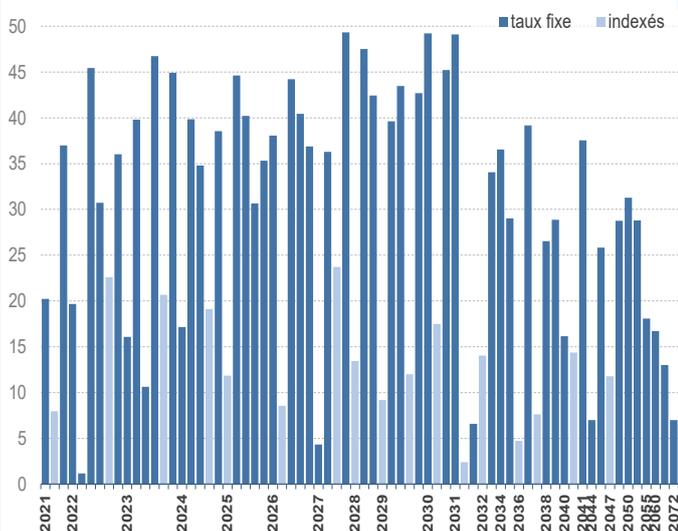
## CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Juin 2021	date d'adjudication	7	14	21	28	/	17	3	17
	date de règlement	9	16	23	30	/	21	7	21
Juillet 2021	date d'adjudication	5	12	19	26	/	15	1	15
	date de règlement	7	14	21	28	/	19	5	19

Source : Agence France Trésor

## DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 30 AVRIL 2021

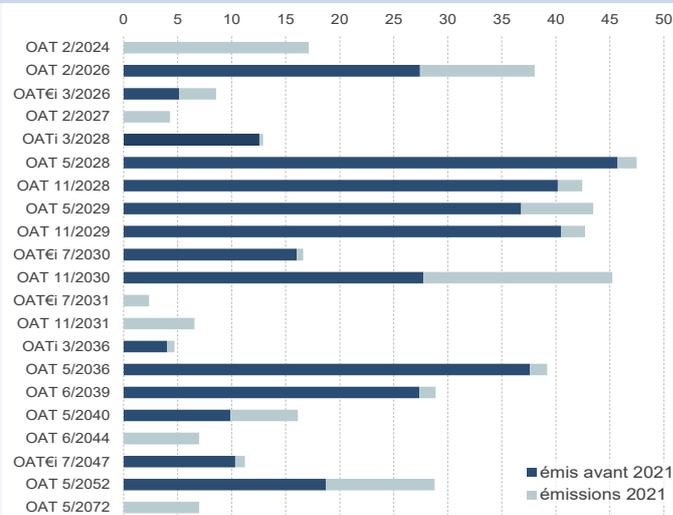
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

## MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 30 AVRIL 2021

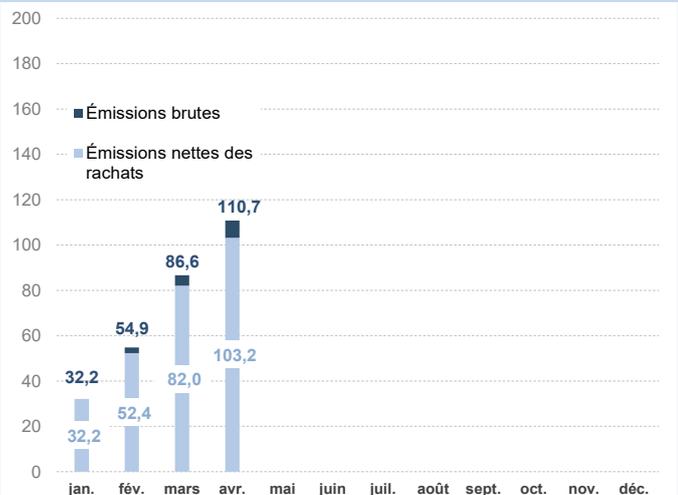
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

## ÉMISSIONS AU 30 AVRIL 2021

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

## MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 30 AVRIL 2021

EN MILLIARDS D'EUROS

Mois	Intérêts	Amortissements
mai-21	8,3	20,2
juin-21	0,5	
juil-21	2,5	8,0
août-21		
sept-21		
oct-21	10,1	37,0
nov-21	1,4	
déc-21		
janv-22		
févr-22		19,7
mars-22	0,5	
avr-22	10,5	46,6

Source : Agence France Trésor

## DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 4<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2020

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



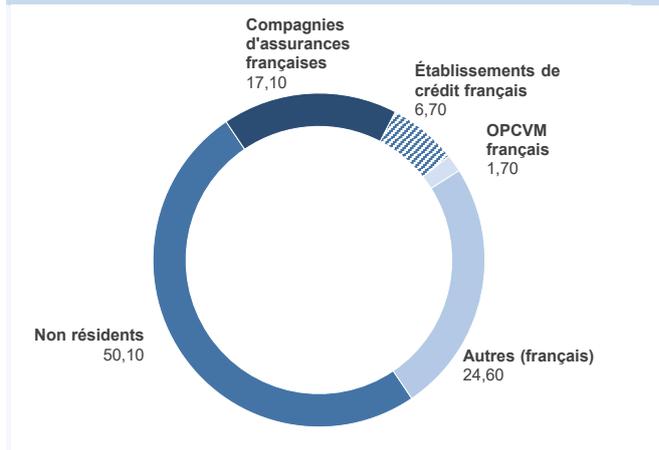
\* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

\*\* Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

## DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 4<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2020

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

## DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 30 AVRIL 2021

EN EUROS

<b>Total dette à moyen terme et long terme</b>	<b>1 890 455 907 401</b>
Encours démembré	58 319 459 600
Durée de vie moyenne	9 ans et 56 jours
<b>Total dette à court terme</b>	<b>160 651 000 000</b>
Durée de vie moyenne	123 jours
<b>Encours total</b>	<b>2 051 106 907 401</b>
<b>Durée de vie moyenne</b>	<b>8 ans et 169 jours</b>

Source : Agence France Trésor

## DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2018 AU 30 AVRIL 2021

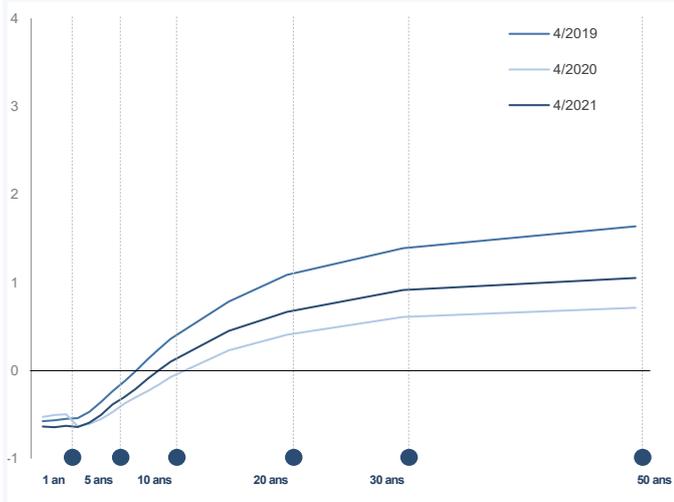
EN MILLIARDS D'EUROS

	Fin 2018	Fin 2019	Fin 2020	Fin mars 2021	Fin avril 2021
<b>Encours de la dette négociable</b>	<b>1,756</b>	<b>1,823</b>	<b>2,001</b>	<b>2,064</b>	<b>2,051</b>
<i>dont titres indexés</i>	220	226	220	219	221
<b>Moyen et Long Terme</b>	<b>1,644</b>	<b>1,716</b>	<b>1,839</b>	<b>1,897</b>	<b>1,890</b>
<b>Court Terme</b>	113	107	162	167	161
<b>Durée de vie moyenne de la dette négociable</b>					
	<b>7 ans</b>	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>
	336 jours	63 jours	73 jours	135 jours	169 jours

Source : Agence France Trésor

### COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

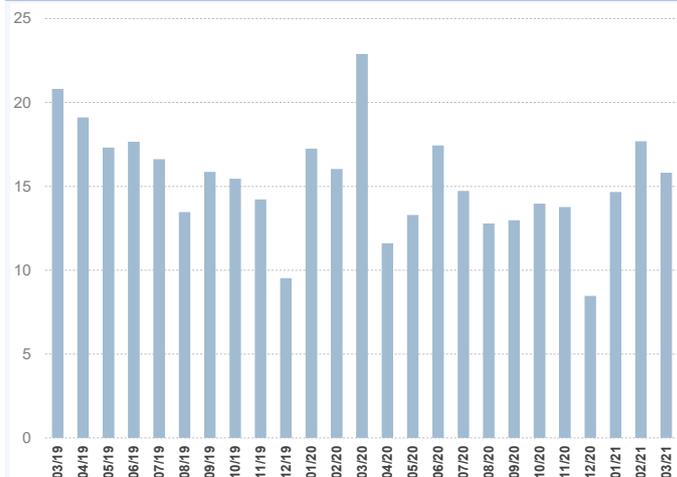
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

### VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

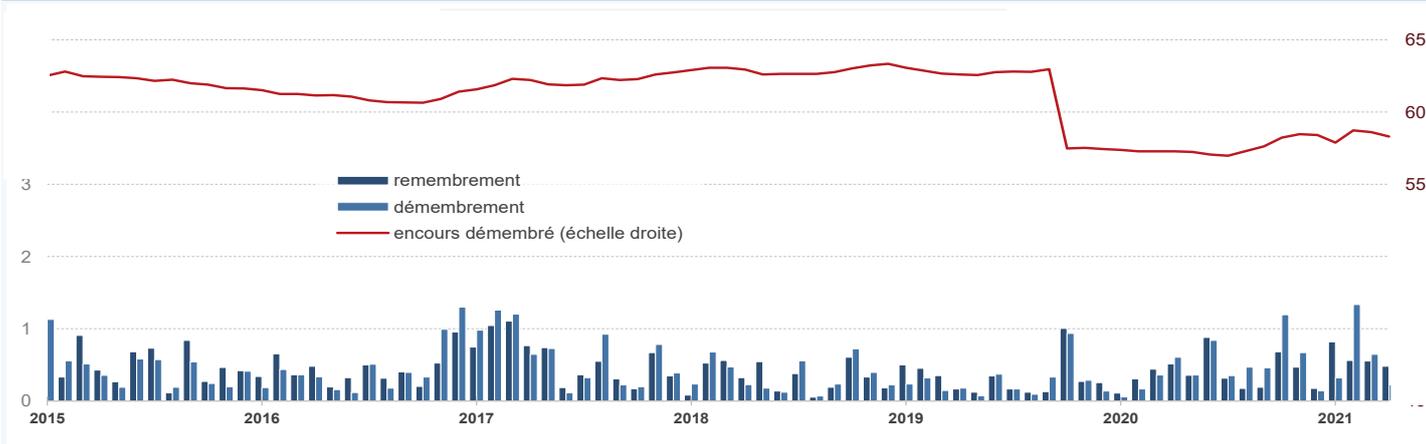
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

### MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBREMENT ET DE REMEMBREMENT

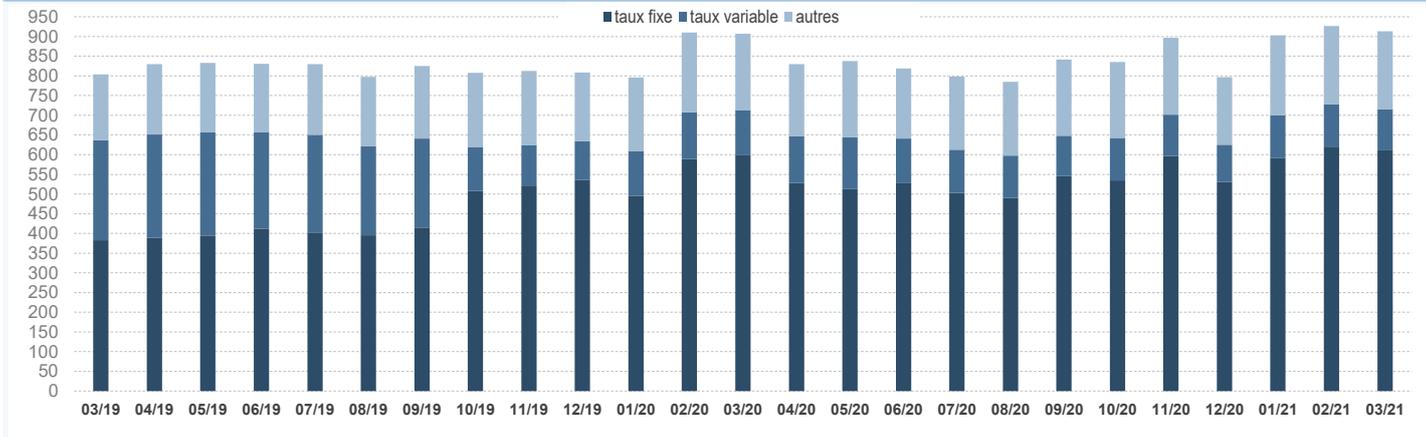
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

### ENCOURS CUMULÉS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT

**DETTE À COURT TERME AU 30 AVRIL 2021**

Code ISIN	Échéance	Encours (€)
FR0126461666	BTF 5 mai 2021	7 411 000 000
FR0126461740	BTF 12 mai 2021	6 452 000 000
FR0126001793	BTF 19 mai 2021	8 329 000 000
FR0126461757	BTF 27 mai 2021	5 718 000 000
FR0126461765	BTF 9 juin 2021	6 090 000 000
FR0126001801	BTF 16 juin 2021	13 871 000 000
FR0126461773	BTF 23 juin 2021	5 132 000 000
FR0126461781	BTF 30 juin 2021	5 656 000 000
FR0126750688	BTF 7 juillet 2021	5 090 000 000
FR0126310285	BTF 14 juillet 2021	7 449 000 000
FR0126750696	BTF 21 juillet 2021	5 692 000 000
FR0126461799	BTF 28 juillet 2021	6 068 000 000
FR0126310293	BTF 11 août 2021	6 688 000 000
FR0126461807	BTF 25 août 2021	5 982 000 000
FR0126310301	BTF 8 septembre 2021	8 685 000 000
FR0126750746	BTF 22 septembre 2021	5 288 000 000
FR0126461682	BTF 6 octobre 2021	7 109 000 000
FR0126461690	BTF 4 novembre 2021	8 605 000 000
FR0126461708	BTF 1 décembre 2021	4 874 000 000
FR0126461815	BTF 15 décembre 2021	6 758 000 000
FR0126461823	BTF 26 janvier 2022	7 193 000 000
FR0126461831	BTF 23 février 2022	7 126 000 000
FR0126461849	BTF 23 mars 2022	7 690 000 000
FR0126750787	BTF 21 avril 2022	1 695 000 000

**DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2021 - 2024) AU 30 AVRIL 2021**

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
<b>Échéance 2021</b>		<b>65 153 224 050</b>				
FR0013157096	OAT 0,00 % 25 mai 2021	20 209 000 000			0	x
FR0011347046	OATi 0,10 % 25 juillet 2021	7 953 224 050 (1)	1,05271	7 555 000 000	0	
FR0011059088	OAT 3,25 % 25 octobre 2021	36 991 000 000			0	
<b>Échéance 2022</b>		<b>155 589 881 920</b>				
FR0013398583	OAT 0,00 % 25 février 2022	19 674 000 000			0	x
FR0000571044	OAT 8,25 % 25 avril 2022	1 168 939 990			48 888 400	
FR0011196856	OAT 3,00 % 25 avril 2022	45 433 000 000			0	
FR0013219177	OAT 0,00 % 25 mai 2022	30 718 000 000			0	x
FR0010899765	OATéi 1,10 % 25 juillet 2022	22 588 941 930 (1)	1,13781	19 853 000 000	0	
FR0011337880	OAT 2,25 % 25 octobre 2022	36 007 000 000			0	
<b>Échéance 2023</b>		<b>178 823 238 783</b>				
FR0013479102	OAT 0,00 % 25 février 2023	16 070 000 000			0	x
FR0013283686	OAT 0,00 % 25 mars 2023	39 815 000 000			0	x
FR0000571085	OAT 8,50 % 25 avril 2023	10 606 195 903			5 329 465 200	
FR0011486067	OAT 1,75 % 25 mai 2023	46 748 000 000			0	x
FR0010585901	OATi 2,10 % 25 juillet 2023	20 666 042 880 (1)	1,14506	18 048 000 000	0	
FR0010466938	OAT 4,25 % 25 octobre 2023	44 918 000 000			443 985 000	
<b>Échéance 2024</b>		<b>149 421 873 690</b>				
FR0014001N46	OAT 0,00 % 25 février 2024	17 144 000 000			0	x
FR0013344751	OAT 0,00 % 25 mars 2024	39 839 000 000			0	x
FR0011619436	OAT 2,25 % 25 mai 2024	34 810 000 000			0	x
FR0011427848	OATéi 0,25 % 25 juillet 2024	19 092 873 690 (1)	1,06551	17 919 000 000	0	x
FR0011962398	OAT 1,75 % 25 novembre 2024	38 536 000 000			42 000 000	x

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

\* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

**DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2025 ET PLUS) AU 30 AVRIL 2021**

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
<b>Échéance 2025</b>		<b>162 627 193 838</b>				
FR0012558310	OATi 0,10 % 1 mars 2025	11 847 265 720 (1)	1,04372	11 351 000 000	0	x
FR0013415627	OAT 0,00 % 25 mars 2025	44 618 000 000			0	x
FR0012517027	OAT 0,50 % 25 mai 2025	40 197 000 000			0	x
FR0000571150	OAT 6,00 % 25 octobre 2025	30 653 928 118			2 809 064 400	
FR0012938116	OAT 1,00 % 25 novembre 2025	35 311 000 000			0	x
<b>Échéance 2026</b>		<b>168 109 000 000</b>				
FR0013508470	OAT 0,00 % 25 février 2026	38 047 000 000			0	x
FR0013519253	OAT€i 0,10 % 1 mars 2026	8 548 000 000 (1)	0,99964	8 548 000 000	0	x
FR0010916924	OAT 3,50 % 25 avril 2026	44 202 000 000			0	
FR0013131877	OAT 0,50 % 25 mai 2026	40 437 000 000			0	x
FR0013200813	OAT 0,25 % 25 novembre 2026	36 875 000 000			0	x
<b>Échéance 2027</b>		<b>113 640 284 800</b>				
FR0014003513	OAT 0,00 % 25 février 2027	4 304 000 000			0	x
FR0013250560	OAT 1,00 % 25 mai 2027	36 296 000 000			0	x
FR0011008705	OAT€i 1,85 % 25 juillet 2027	23 726 284 800 (1)	1,12128	21 160 000 000	0	
FR0011317783	OAT 2,75 % 25 octobre 2027	49 314 000 000			66 943 600	
<b>Échéance 2028</b>		<b>103 424 443 417</b>				
FR0013238268	OATi 0,10 % 1 mars 2028	13 454 045 760 (1)	1,04198	12 912 000 000	0	x
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	31 397 657 (3)		46 232 603	–	
FR0013286192	OAT 0,75 % 25 mai 2028	47 500 000 000			0	x
FR0013341682	OAT 0,75 % 25 novembre 2028	42 439 000 000			0	x
<b>Échéance 2029</b>		<b>146 937 501 993</b>				
FR0013410552	OAT€i 0,10 % 1 mars 2029	9 155 518 260 (1)	1,00954	9 069 000 000	0	x
FR0000571218	OAT 5,50 % 25 avril 2029	39 618 880 458			2 281 446 100	
FR0013407236	OAT 0,50 % 25 mai 2029	43 473 000 000			0	x
FR0000186413	OATi 3,40 % 25 juillet 2029	11 990 103 275 (1)	1,30538	9 185 144 000	0	
FR0013451507	OAT 0,00 % 25 novembre 2029	42 700 000 000			0	x
<b>Échéance 2030</b>		<b>111 931 885 660</b>				
FR0011883966	OAT 2,50 % 25 mai 2030	49 233 000 000			0	x
FR0011982776	OAT€i 0,70 % 25 juillet 2030	17 473 885 660 (1)	1,05182	16 613 000 000	0	x
FR0013516549	OAT 0,00 % 25 novembre 2030	45 225 000 000			0	x
<b>Échéance 2031</b>		<b>58 048 844 000</b>				
FR0012993103	OAT 1,50 % 25 mai 2031	49 107 000 000			53 900 000	x
FR0014001N38	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2031	2 372 844 000 (1)	1,00120	2 370 000 000	0	x
FR0014002WK3	OAT 0,00 % 25 novembre 2031	6 569 000 000			0	x
<b>Échéances 2032 et plus</b>		<b>476 748 535 250</b>				
FR0000188799	OAT€i 3,15 % 25 juillet 2032	14 026 513 280 (1)	1,29683	10 816 000 000	0	
FR0000187635	OAT 5,75 % 25 octobre 2032	34 059 322 600			10 660 757 400	
FR0013313582	OAT 1,25 % 25 mai 2034	36 541 000 000			0	x
FR0010070060	OAT 4,75 % 25 avril 2035	29 004 000 000			3 691 037 000	
FR0013524014	OATi 0,10 % 1 mars 2036	4 710 000 000 (1)	0,99856	4 710 000 000	0	x
FR0013154044	OAT 1,25 % 25 mai 2036	39 188 000 000			0	x
FR0013327491	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2036	7 622 935 740 (1)	1,03166	7 389 000 000	0	x
FR0010371401	OAT 4,00 % 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 685 841 400	
FR0013234333	OAT 1,75 % 25 juin 2039	28 874 000 000			0	x
FR0013515806	OAT 0,50 % 25 mai 2040	16 129 000 000			0	x
FR0010447367	OAT€i 1,80 % 25 juillet 2040	14 351 572 690 (1)	1,20127	11 947 000 000	0	
FR0010773192	OAT 4,50 % 25 avril 2041	37 558 000 000			5 445 299 000	
FR0014002JM6	OAT 0,50 % 25 juin 2044	7 000 000 000			0	x
FR0011461037	OAT 3,25 % 25 mai 2045	25 824 000 000			786 510 000	x
FR0013209871	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2047	11 755 190 940 (1)	1,04686	11 229 000 000	0	x
FR0013257524	OAT 2,00 % 25 mai 2048	28 759 000 000			631 700 000	x
FR0013404969	OAT 1,50 % 25 mai 2050	31 274 000 000			111 300 000	x
FR0013480613	OAT 0,75 % 25 mai 2052	28 784 000 000			258 500 000	x
FR0010171975	OAT 4,00 % 25 avril 2055	18 061 000 000			10 916 218 000	
FR0010870956	OAT 4,00 % 25 avril 2060	16 696 000 000			8 755 404 100	
FR0013154028	OAT 1,75 % 25 mai 2066	12 997 000 000			1 270 800 000	x
FR0014001NN8	OAT 0,50 % 25 mai 2072	7 000 000 000			30 400 000	x

[1] valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

[3] valeur actualisée au 28 mars 2020 ; non offerte à la souscription

\* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.



### DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

Production industrielle, glissement annuel	1,7 %	03/2021
Consommation des ménages*, glissement annuel	37,7 %	03/2021
Taux de chômage (BIT)	8,0 %	T4-2020
Prix à la consommation, glissement annuel		
• ensemble	1,2 %	04/2021
• ensemble hors tabac	1,1 %	04/2021
Solde commercial, fab-fab, cvs	-6,1 Md€	03/2021
" "	-5,1 Md€	02/2021
Solde des transactions courantes, cvs	-2,9 Md€	03/2021
" "	-2,2 Md€	02/2021
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	0,13 %	31/5/2021
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,54 %	31/5/2021
Euro / dollar	1,22	31/5/2021
Euro / yen	133,81	31/5/2021

\* produits manufacturés  
Sources : Insee, Minofi, Banque de France

### SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

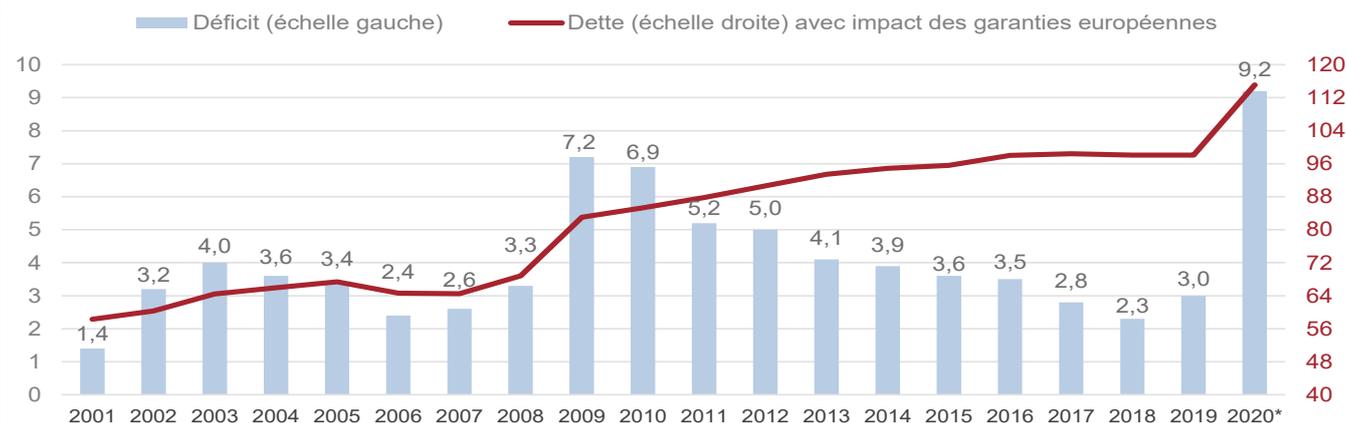
EN MILLIARDS D'EUROS

	2019	2020	niveau à la fin mars		
			2019	2020	2021
Solde du budget général	-96,91	-172,68	-25,18	-37,12	-48,86
Recettes	301,07	282,69	65,66	61,84	63,38
Dépenses	397,98	455,37	90,85	98,95	112,23
Solde des comptes spéciaux du Trésor	4,06	-5,42	-15,52	-15,39	-11,21
Solde général d'exécution	-92,69	-178,10	-40,71	-52,51	-60,07

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance

### FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

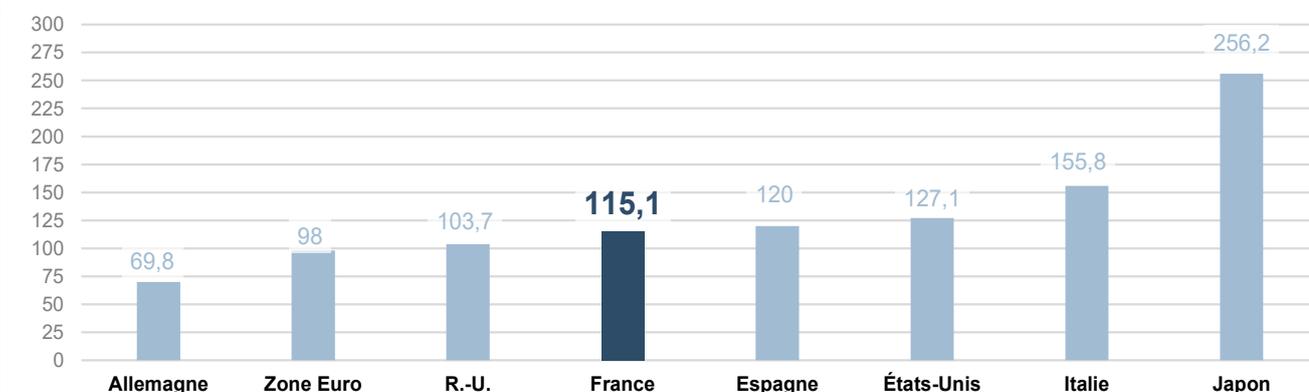
EN % DU PIB



Source : Insee (estimations préliminaires\*)

### DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2020

EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee (les données 2020 harmonisées par la commission européenne seront publiées fin mai 2021)

JUIN 2021 

<b>8</b> Commerce extérieur en valeur en avril	<b>8</b> Balance des paiements en avril	<b>10</b> Indice de la production industrielle en avril	<b>15</b> Indice des prix à la consommation en mai	<b>15</b> Réserves nettes de change en mai	<b>24</b> Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en juin
<b>25</b> Dettes trimestrielles de Maastricht des administrations publiques : T1 2021	<b>29</b> Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en juin	<b>30</b> Indices des prix de production et d'importation dans l'industrie en mai			

JUILLET 2021 

<b>7</b> Commerce extérieur en valeur en mai	<b>7</b> Balance des paiements en mai	<b>9</b> Indice de la production en mai	<b>13</b> Indice des prix à la consommation en juin	<b>15</b> Réserves nettes de change en juin	<b>16</b> Inflation (IPCH) : indice de juin
<b>23</b> Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en juillet	<b>23</b> Enquête trimestrielle de conjoncture dans l'industrie en juillet	<b>28</b> Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en juillet	<b>29</b> Indice de prix de production et d'importation de l'industrie en juillet	<b>30</b> Comptes nationaux trimestriels : 2ème trimestre 2021 (1ère estimation)	

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Anthony Requin  
 Rédaction : Agence France Trésor  
 Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

[www.aft.gouv.fr](http://www.aft.gouv.fr)

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> • in

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « [contact@aft.gouv.fr](mailto:contact@aft.gouv.fr) ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole « © Agence France Trésor ».